

Place économique suisse : pas d'expérimentations malencontreuses

La Suisse se positionne mieux que jamais dans le contexte de la concurrence internationale. Cela ressort non seulement du dernier rapport de l'IMD « World Competitiveness Center », mais aussi d'études comparables du WEF ou de la Danish Industry. Dans les différents classements en matière de compétitivité, notre pays occupe l'un des premiers rangs, quand il ne domine pas le classement. Cela n'est pas le fruit du hasard : au cours de ces dernières années, la Suisse a préservé les atouts traditionnels de sa place économique. Parmi ceux-ci, on mentionnera un marché du travail libéral associé à un système de formation dual efficace, un réseau bien développés d'accords de libre-échange également avec des marchés émergents, la priorité donnée à des mesures économiquement rentables en matière d'efficacité énergétique et de politique climatique, des finances publiques solides grâce à l'introduction du frein à l'endettement et de programmes d'allègement précoces, des réformes fiscales aux niveaux cantonal et fédéral renforçant l'attractivité et une politique de croissance axée sur la concurrence.

Malgré ces succès qui font parler d'eux à l'échelle internationale, dans la Berne fédérale les signes se multiplient depuis peu d'un éloignement de cette politique fructueuse : il est ainsi question de restreindre sans nécessité le principe de l'apport de capital et de sortir du nucléaire en l'absence d'alternative valable. Dans le domaine du droit économique, l'initiative « contre les rémunérations abusives » menace de provoquer une sur-réglementation, l'initiative de l'ASIN de paralyser notre politique économique extérieure dynamique et trois initiatives sur l'immigration cherchent à restreindre la libre circulation des personnes. Enfin, de toutes parts l'on soumet des projets occasionnant de nouvelles dépenses. Tout ceci pourrait amener à des expérimentations aussi dangereuses que trompeuses pour notre pays. Dans les périodes de turbulences en particulier, l'expérience a montré qu'il convient de redéfinir ses objectifs, même si ceux-ci paraissent un peu fades : la politique actuelle, favorable à la croissance, doit être maintenue.

Étude d'eonomiesuisse sur l'innovation